

Article 29 du Règlement

M. Orlikow: Est-ce honteux de lire cela?

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Avez-vous honte?

M. Orlikow: J'estime qu'il est tragique que ce genre de chose arrive au Canada.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): C'est vous qui en êtes la cause.

M. Orlikow: Monsieur le Président, l'Hon. député dit que c'est moi qui en suis la cause. Le parti qui est le mien n'a jamais formé le gouvernement fédéral. C'est le parti conservateur qui a promis aux agriculteurs canadiens que s'il était élu, il adopterait des programmes pour les aider à régler leurs problèmes. Mais les problèmes sont pires qu'ils ne l'ont jamais été.

Des députés conservateurs ainsi que le ministre disent que nous exagérons les difficultés. Le même article mentionne que selon l'*Alberta Agricultural Development Corporation*, de 770 à 850 agriculteurs de l'Alberta ont quitté la terre en 1986, dont presque 400 ont fait faillite. C'est le même nombre que celui qu'on avait enregistré pour l'ensemble du Canada au cours des années 60 et 70.

Un agro-économiste de Lethbridge affirme qu'environ 5 p. 100 des quelque 7 000 agriculteurs de sa région se retirent chaque année et que si le climat économique ne s'améliore pas, la région pourrait perdre jusqu'à 30 p. 100 de ses cultivateurs au cours des deux prochaines années. Ce serait ceux qu'il considère comme ayant de graves difficultés financières, des jeunes pour la plupart.

Telle est la situation à laquelle les agriculteurs doivent faire face, notamment dans l'Ouest canadien. Ces difficultés économiques s'accompagnent de problèmes psychologiques et affectifs considérables. Les études effectuées par deux professeurs de l'Université Brandon révèlent que des symptômes de tension tels que maux de tête, problèmes conjugaux et irritabilité sont de trois à quatre fois plus prononcés chez l'agriculteur moyen que chez un agent de la GRC trois jours après qu'il a participé à une fusillade. Il n'est pas surprenant d'entendre de telles révélations quand on connaît les difficultés avec lesquelles les agriculteurs sont aux prises dans l'ensemble du Canada.

M. Holtmann: C'est Charlie Mayer agriculteur, juste là, dans la revue *McLean's*, si vous voulez voir?

Des voix: Règlement!

M. Benjamin: Vous avez les méninges fatiguées.

M. Orlikow: Je sais qu'il est tard et je suppose que l'Hon. député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann) est fatigué, mais il ferait bien de respecter le Règlement de la Chambre et de rester à sa place.

M. Holtmann: Non, sérieusement, je ne peux pas faire quelques pas? Mais si, voyons.

M. Orlikow: Nous demandons que dès maintenant, le gouvernement s'engage au moins à garantir aux céréaliculteurs canadiens que le produit des cultures actuelles, c'est-à-dire les recettes de la campagne agricole 1987-1988, soit égal à celui de l'an dernier. Cela coûterait de 1,5 à 2 milliards de dollars. Nous demandons aussi que cette aide soit offerte aux agriculteurs non seulement pour cette année, mais pour les trois ou quatre prochaines, de manière qu'ils sachent à quoi s'attendre.

Nous savons qu'à l'échelle internationale, le gouvernement s'emploie à pacifier les marchés mondiaux du grain. Nous

espérons qu'il réussira. Mais même avec de la chance, nous savons qu'il lui faudra quelques années pour y parvenir. Il n'y aura pas de solution rapide, car les Américains et les Européens ne sont pas prêts.

J'ai déjà dit que le gouvernement a fourni de l'aide au secteur agricole l'an dernier. Il dit qu'il a consulté les organismes agricoles, mais d'après les lettres du président de la *Saskatchewan Pool Elevators* et du président de *Keystone Agricultural Producers*, il les a peut-être consultés, mais il ne les a pas écoutés.

Nous prétendons que l'aide gouvernementale, quoique appréciable, n'a tout simplement pas été suffisante. Le gouvernement donne d'une main, mais il reprend de l'autre. Le gouvernement conservateur a augmenté les impôts, les frais d'administration, les frais de transport et une foule d'autres frais directs et indirects que doivent supporter les agriculteurs. Le gouvernement ne devrait pas...

M. Holtmann: En voici deux de plus pour vous.

M. le vice-président: Cela n'est pas de mise à la Chambre.

M. Benjamin: Monsieur le Président, pourriez-vous demander au sergent d'armes d'emmener cet imbécile?

M. le vice-président: L'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a la parole.

M. Benjamin: Sortez d'ici.

M. Holtmann: Essayez donc de me faire sortir.

M. Orlikow: Le gouvernement devrait annoncer maintenant un programme de versements d'appoint pour la campagne agricole qui vient. Il n'aurait pas dû lever le moratoire sans avoir d'abord réglé toute la question de la dette agricole, qui s'élève maintenant à quelque 25 milliards de dollars pour l'ensemble du Canada. Sur une bonne partie de celle-ci, on verse encore des intérêts aux taux élevés avec lesquels les agriculteurs ont dû composer sous le régime des libéraux.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne pouvait en faire davantage pour les agriculteurs. Pourtant, nous nous souvenons qu'il a su trouver 1 milliard de dollars pour sauver une banque. Nous nous souvenons qu'il a récemment accordé 350 millions de dollars pour aider les petites sociétés pétrolières. Nous n'y voyons pas d'objection. Nous savons aussi qu'il a autorisé un abattement fiscal de 500 millions de dollars pour les acheteurs de Gulf Canada. Nous savons que les acheteurs de Dome obtiendront probablement 2 milliards de dollars de crédits d'impôt. Nous savons que les banques ont été autorisées à prêter plusieurs milliards de dollars pour que Massey-Ferguson continue à fonctionner. Nous savons que le gouvernement a réussi à trouver des centaines de millions de dollars pour contribuer à la modernisation d'une usine de papier de l'Est du Canada. Nous ne nous y opposons pas, mais s'il a su trouver tout cet argent, il peut sûrement et doit en faire beaucoup plus qu'il ne l'a fait pour les agriculteurs. Après tout, ils sont la cheville ouvrière de l'Ouest canadien et ce que le gouvernement a bien voulu faire a été limité. A notre avis, c'est insuffisant.

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer à ce débat sur un problème très important que connaît actuellement notre économie. Je ne voudrais pas négliger de féliciter le député de